
**Council for Trade-Related Aspects of
Intellectual Property Rights**

Original: French/
français/
francés

**MAIN DEDICATED INTELLECTUAL PROPERTY
LAWS AND REGULATIONS NOTIFIED UNDER
ARTICLE 63.2 OF THE AGREEMENT**

SWITZERLAND

The present document reproduces the text¹ of the Federal Law on the Statute and Tasks of the Federal Institute for Intellectual Property (status as at 1 January 1996), which replaces the previously circulated text (see document IP/N/1/CHE/O/1), notified by Switzerland under Article 63.2 of the Agreement (see document IP/N/1/CHE/2).

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

**PRINCIPALES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS CONSACRÉES À LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE NOTIFIÉES AU TITRE
DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD**

SUISSE

Le présent document contient le texte¹ de la Loi fédérale sur le statut et les tâches de l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle (état au 1er janvier 1996), qui remplace le texte distribué antérieurement (voir le document IP/N/1/CHE/O/1), notifié par la Suisse au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/CHE/2).

**Consejo de los Aspectos de los Derechos de Propiedad
Intellectual relacionados con el Comercio**

**PRINCIPALES LEYES Y REGLAMENTOS DEDICADOS A LA PROPIEDAD
INTELLECTUAL NOTIFICADOS EN VIRTUD DEL PÁRRAFO 2
DEL ARTÍCULO 63 DEL ACUERDO**

SUIZA

En el presente documento se reproduce el texto¹ de la Ley federal sobre la condición jurídica y las funciones del Instituto Federal de la Propiedad Intelectual (situación al 1º de enero de 1996), que reemplaza al texto distribuido anteriormente (véase el documento IP/N/1/CHE/O/1), que Suiza ha notificado en virtud del párrafo 2 del artículo 63 del Acuerdo (véase el documento IP/N/1/CHE/2).

¹ In French only./En français seulement./En francés solamente.

**Loi fédérale
sur le statut et les tâches
de l'Institut fédéral de la Propriété intellectuelle
(LIPI)**

172.010.31

du 24 mars 1995 (Etat le 1^{er} janvier 1996)

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu les articles 64 et 85, chiffre 1, de la constitution fédérale ¹⁾ ;
vu le message du Conseil fédéral du 30 mai 1994 ²⁾ ,
arrête:*

Section 1: Forme d'organisation et tâches

Article premier Forme d'organisation

1 L'Institut fédéral de la Propriété intellectuelle (Institut) est un établissement de droit public de la Confédération, doté de la personnalité juridique.

2 L'Institut est autonome dans son organisation et sa gestion; il tient sa propre comptabilité.

3 L'Institut est géré selon les principes de l'économie d'entreprise.

Art. 2 Tâches

1 L'Institut effectue les tâches suivantes:

a. il prépare les textes législatifs relatifs au brevets d'invention, aux dessins et modèles industriels, au droit d'auteur et aux droits voisins, les topographies de produits semi-conducteurs, aux marques et indications de provenance, aux armoiries publiques et autres signes publics, ainsi que les autres actes législatifs relatifs à la propriété intellectuelle pour autant qu'ils ne relèvent pas de la compétence d'autres unités administratives de la Confédération;

b. il exécute, conformément à la législation spéciale, les actes législatifs mentionnés à la lettre a, ainsi que les traités internationaux du domaine de la propriété intellectuelle;

c. il conseille le Conseil fédéral et les autres autorités fédérales dans le domaine de l'économie générale sur les questions relatives à la propriété intellectuelle;

d. il représente la Suisse, le cas échéant en collaboration avec d'autres unités administratives de la Confédération, dans le cadre des organisations et conventions internationales du domaine de la propriété intellectuelle;

e. il participe à la représentation de la Suisse dans le cadre d'autres organisations et conventions internationales pour autant qu'elles concernent également la propriété intellectuelle;

RO 1995 5050

¹⁾ RS 101

²⁾ FF 1994 III 951

f. il participe à la coopération technique dans le domaine de la propriété intellectuelle;
g. il fournit, dans le domaine relevant de sa compétence, des prestations de service sur la base du droit privé; il s'occupe notamment de la diffusion d'informations sur les systèmes de protection des biens immatériels, les titres de protection et l'état de la technique.

2 Le Conseil fédéral peut attribuer d'autres tâches à l'Institut; les articles 13 à 15 sont applicables.

3 L'Institut collabore avec l'Organisation européenne des brevets ainsi qu'avec d'autres organisations internationales, suisses ou étrangères.

4 Il peut, contre rémunération, faire appel aux services d'autres unités administratives de la Confédération.

Section 2: Organes et personnel

Art. 3 Organes

1 Les organes de l'Institut sont:

- a. le Conseil de l'Institut;
- b. le directeur;
- c. l'organe de révision.

2 Ils sont nommés par le Conseil fédéral.

Art. 4 Conseil de l'Institut

1 Le Conseil de l'Institut est composé du président et de huit autres membres.

2 Il approuve le rapport de gestion, les comptes annuels, ainsi que le budget de l'Institut.

3 Il soumet le règlement sur les taxes au Conseil fédéral pour approbation et les demandes d'indemnisation à verser par la Confédération pour les prestations que l'Institut fournit en faveur de l'économie générale.

4 Il détermine la composition de la direction.

Art. 5 Directeur

1 Le directeur est, pour l'exécution des tâches relevant de la souveraineté de l'Etat, lié par les directives du Conseil fédéral ou du département compétent; l'article premier, 2 e alinéa, et la législation spéciale sont réservés.

2 Il est à la tête de la direction et rend, chaque année, à l'autorité de surveillance, un rapport sur l'ensemble des activités de l'Institut.

Art. 6 Organe de révision

L'organe de révision révise la comptabilité et fait un rapport au Conseil de l'Institut.

Art. 7 Gestion

1 La direction répond de la gestion de l'Institut, sous réserve des compétences expressément attribuées au Conseil de l'Institut par l'article 4 ou l'article 8, 3^e alinéa.

2 Elle établit chaque année le rapport de gestion, les comptes annuels, ainsi que le budget.

Art. 8 Personnel

- 1 Le statut du personnel de l'Institut est de droit public; le Conseil fédéral édicte les prescriptions nécessaires.
- 2 L'Institut dispose de toutes les compétences pour engager son personnel.
- 3 Le Conseil de l'Institut fixe les conditions d'engagement des membres de la direction.

Section 3: Surveillance

Art. 9

- 1 L'Institut est soumis à la surveillance du Conseil fédéral.
- 2 Les attributions légales du Contrôle fédéral des finances ainsi que la haute surveillance du Parlement sur l'administration sont réservées.

Section 4: Planification et financement

Art. 10 Planification

La planification de la gestion et du développement de l'Institut est notamment effectuée au moyen:

- a. du plan directeur;
- b. de la planification quadriennale continue;
- c. du budget annuel.

Art. 11 Trésorerie

- 1 L'Institut dispose d'un compte courant auprès de la Confédération.
- 2 Pour permettre à l'Institut d'assurer ses paiements, la Confédération lui accorde des prêts aux taux du marché.
- 3 L'Institut place ses excédents de liquidités auprès de la Confédération aux taux du marché.

Art. 12 Moyens d'exploitation

Les moyens d'exploitation de l'Institut se composent des taxes qu'il perçoit pour les activités relevant de la souveraineté de l'Etat, des rémunérations qu'il demande pour les prestations de service et des indemnités qui lui sont versées au titre des prestations en faveur de l'économie générale.

Art. 13 Taxes sur les activités relevant de la souveraineté de l'Etat

- 1 L'Institut perçoit des taxes sur la délivrance et le maintien en vigueur des titres de propriété intellectuelle, la tenue et la mise à disposition des registres, l'octroi d'autorisations et la surveillance des sociétés de gestion collective, et les publications légalement prescrites.
- 2 Ces taxes sont fixées de manière à ce qu'avec les rémunérations et les indemnités perçues par ailleurs, elles assurent la couverture des coûts inhérents à chaque domaine juridiquement protégé, et ce sur une période de quatre ans en moyenne.
- 3 Le règlement des taxes de l'Institut est soumis à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 14 Rémunérations des prestations de service

La rémunération des prestations de l'Institut est adaptée à l'évolution des prix du marché; l'Institut publie les tarifs en vigueur.

Art. 15 Indemnités des prestations en faveur de l'économie générale

Les prestations en faveur de l'économie générale au sens de l'article 2, 1^{er} alinéa, lettres a, c à f, et 2^e alinéa, demandées par la Confédération dans le cadre d'une planification quadriennale, sont indemnisées.

Art. 16 Réserves

- 1 Les éventuels bénéfices de l'Institut sont utilisés à la constitution de réserves.
- 2 Ces réserves servent notamment à financer les investissements futurs de l'Institut; elles ne doivent pas dépasser un montant correspondant raisonnablement aux besoins de l'Institut.

Art. 17 Exemption fiscale

- 1 L'Institut bénéficie de l'exemption fiscale sur le plan fédéral, cantonal et communal.
- 2 Est réservé le droit fédéral régissant:
 - a. la taxe sur la valeur ajoutée grevant les rémunérations au sens de l'article 14;
 - b. l'impôt anticipé et les droits de timbre.

Section 5: Dispositions finales

Art. 18 Droit transitoire

- 1 L'Institut remplace l'Office fédéral de la propriété intellectuelle (office).
- 2 Il reprend la propriété de l'inventaire de l'office.
- 3 Les rapports de travail relèveront, aux conditions actuelles, du nouveau droit du personnel, au sens de l'article 8, au plus tard le 1^{er} janvier 1997.
- 4 Les taxes et les rémunérations échues avant l'entrée en vigueur du nouveau droit sont soumises à l'ancien droit.

Art. 19 Référendum et entrée en vigueur

- 1 La présente loi est sujette au référendum facultatif.
- 2 Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Date de l'entrée en vigueur: 1^{er} janv. 1996

Art. 3 et 4, 1^{er}, 2^e et 4^e al.: 15 nov. 1995

Art. 4, 3^e al. et 13, 3^e al.: 1^{er} janv. 1997 ¹⁾

¹⁾ ACF du 25 oct. 1995 (RO 1995 5054)

Annexe

Modification du droit en vigueur

1. La loi fédérale sur l'organisation de l'administration ¹⁾ est modifiée comme suit:

Art. 58, 1^{er} al., let. C

Supprimer

Office fédéral de la propriété intellectuelle

Bundesamt für geistiges Eigentum

Ufficio federale della proprietà intellettuale

Art. 58, 1^{er} al., let. E

Compléter

²⁾
...

2. La loi fédérale du 28 août 1992 ³⁾ sur la protection des marques est modifiée comme suit:

Art. 10, 2^e et 4^e al.

2 ... ²⁾

4 *Abrogé*

Art. 28, 3^e et 4^e al.

3 ... ²⁾

4 *Abrogé*

Art. 40

Abrogé

Art. 41, 2^e al.

²⁾
...

Art. 43, 2^e al.

Abrogé

¹⁾ RS 172.010

²⁾ Texte inséré dans ladite loi.

³⁾ RS 232.11

Art. 45, 2^e al.

¹⁾
...

3. La loi fédérale du 30 mars 1900 ²⁾ sur les dessins et modèles industriels est modifiée comme suit:

Art. 10, 1^{er} et 2^e al.

1 ...¹⁾

2 Abrogé

Art. 15, 2^e al., ch. 2

¹⁾
...

Art. 22, 2^e al.

Abrogé

4. La loi fédérale du 25 juin 1954 ³⁾ sur les brevets d'invention est modifiée comme suit:

Art. 41

¹⁾
...

Art. 42 à 44

Abrogés

Art. 48, 1^{er} al., let. a

Supprimer la référence (art. 42, 3^e al.)

Art. 49, 3^e et 4^e al., art. 55a, art. 59a, 2^e al., art. 96, al. 1^{bis}, art. 97, let. c, art. 98, 2^e al., art. 105, 2^e al., et art. 119

Abrogés

¹⁾ Texte inséré dans ladite loi.

²⁾ RS 232.12

³⁾ RS 232.14